

Ecrit par le 12 avril 2025

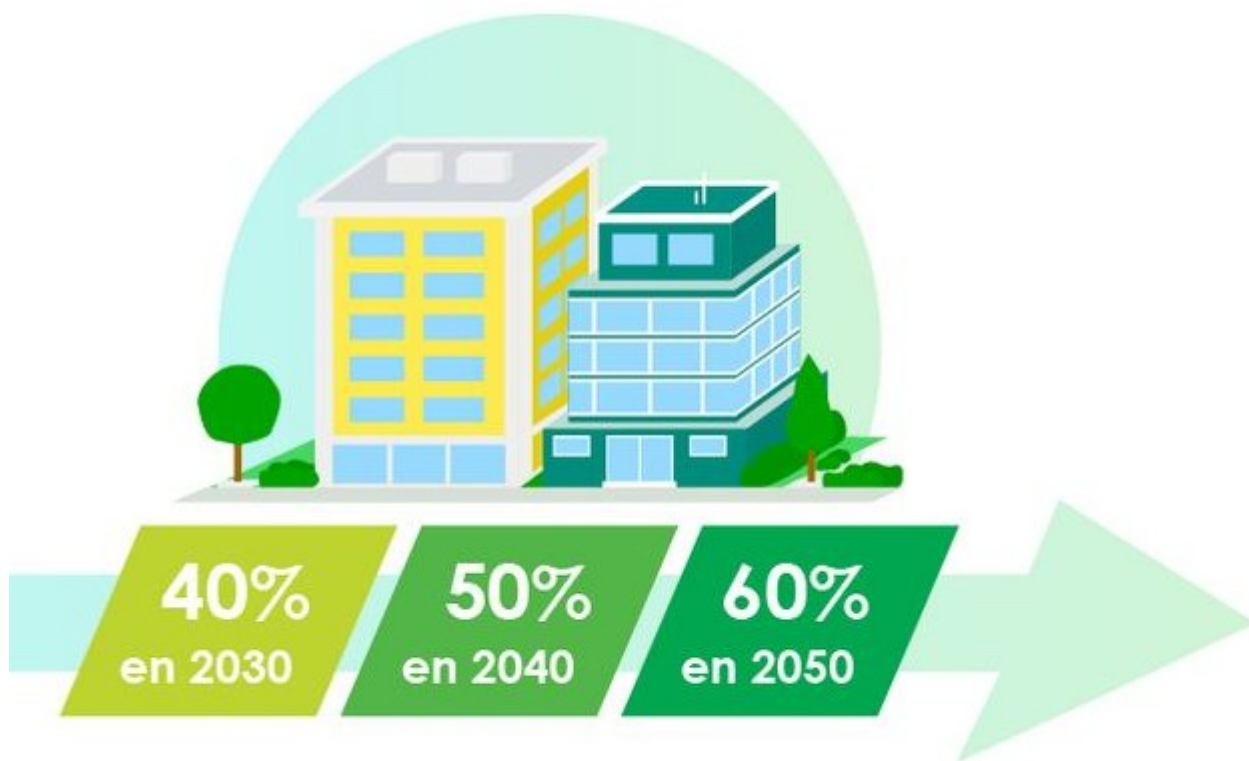
Visio-conférence Luberon & Sorgues Entreprendre : Tout savoir sur le décret tertiaire



Luberon & Sorgues Entreprendre, en lien avec la [Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse](#) et le [Cerema](#) (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) organise un webinaire 'Décret tertiaire' mardi 6 septembre de 11h à 12h30.

Au programme de ce webinaire ? Objectifs du décret tertiaire : comment les calculer et les remplir ? Questions-réponses sur l'identification des locaux assujettis avec les éclairages de M. Abdebrhani Bakhtaoui, Chef de projets performance énergétique du bâtiment et GPI (Gestion du patrimoine immobilier) du Cerema.

Ecrit par le 12 avril 2025



Le décret tertiaire

Le “[Décret Tertiaire](#)” impacte les propriétaires ou occupants de bâtiments abritant les activités dites tertiaires : commerces, bureaux, établissements de santé, de formation, salles de spectacles, hôtels, restaurants, résidences de tourisme, salles de sport, collectivités... de plus de 1 000 m².

Déclaration des consommations avant ce 30 septembre

Chaque propriétaire ou locataire assujéti doit déclarer au plus tard le 30 septembre 2022 ses consommations énergétiques.

Contacts

Réservation obligatoire auprès de Luberon & Sorgues entreprendre. Catherine Bézard. 06 84 03 51 52. info@luberonetsorguesentreprendre.fr CCI Vaucluse. Nathalie Duchozal. Responsable environnement et développement durable. 46, cours Jean Jaurès. BP 70158. 84008 Avignon Cedex 1. 04 90 14 87 30. nduchozal@vaucluse.cci@douiller

MH

Ecrit par le 12 avril 2025



CPME 84 La retraite des femmes aujourd'hui en France

Ecrit par le 12 avril 2025



Le prochain atelier du pôle femmes de la CPME 84 (Confédération des petites et moyennes entreprises du Vaucluse) traitera de la retraite des femmes aujourd'hui en France. Car la retraite n'est pas qu'une étape à franchir, mais une nouvelle vie qui se prépare dès l'entrée dans la vie active et qui se construit tout au long de celle-ci.

On y découvrira comment est calculée la retraite ; Est-elle égale que l'on soit femme ou homme ? ; Comment optimiser sa retraite obligatoire avec le rachat de trimestre, Le statut du conjoint collaborateur, Les carrières à l'étranger ; ainsi que les régimes facultatifs.

La réunion

sera animée par Tassadit Larabi, conseillère en protection sociale et patrimoniale [AG2R La Mondiale](#), qui proposera également un audit personnel et confidentiel à l'issue de la séance d'information.

Les infos pratiques

Atelier pôle femmes CPME 84. Mardi 6 septembre de 11h30 à 14h à la Concession Audi by my car, 400 chemin de la Croix de Noves à Avignon. Parking sur le site. Inscription obligatoire au 04 90 14 90 90. contact@cpme84.org et www.cpme84.com

En savoir plus sur le pôle femmes

Le Pôle Femmes de la CPME 84 a vocation à faciliter l'échange d'expérience entre cheffes d'entreprises,

Ecrit par le 12 avril 2025

dirigeantes et encadrantes, créer du lien, favoriser le développement et traiter des sujets dédiés à l'entrepreneuriat au féminin. Un atelier est organisé tous les premiers mardis du mois entre 11h30 et 14h.

MH



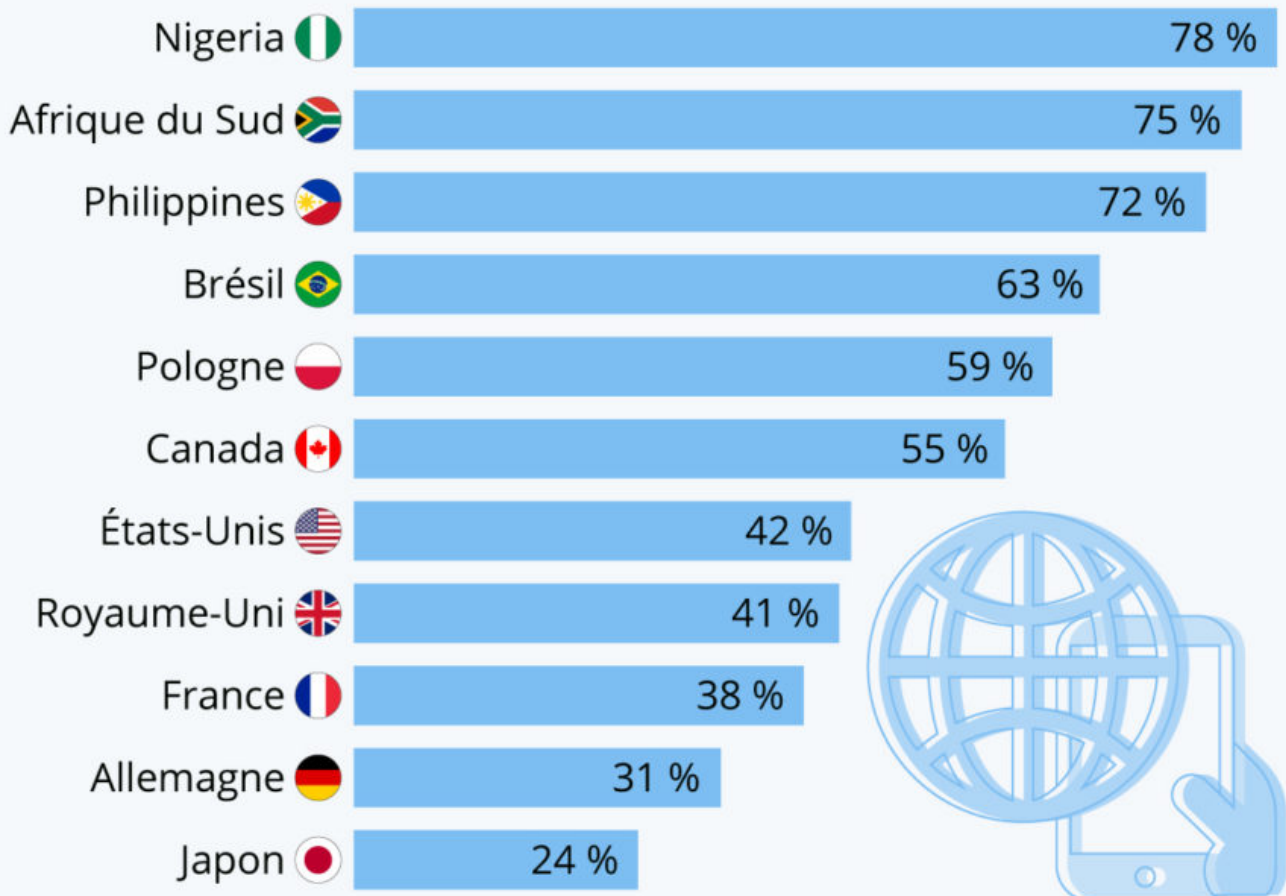
DR

Réseaux sociaux : où sont-ils les plus utilisés pour s'informer ?

Écrit par le 12 avril 2025

La place des réseaux sociaux dans l'accès à l'information

Part des internautes utilisant les réseaux sociaux comme source d'information en 2021 *



* Dans une sélection de pays. Base : environ 2 000 répondants par pays.
Source : Reuters Digital News Report 2021



statista

Ecrit par le 12 avril 2025

Il est loin le temps où la population obtenait la grande majorité de ses informations d'une chaîne de télévision nationale, d'une station de radio ou d'un journal. Au cours des quinze dernières années, le nombre de personnes qui s'informent sur les [réseaux sociaux](#) n'a cessé d'augmenter à travers le monde.

Comme le met en avant notre graphique basé sur le [rapport annuel](#) de l'Institut Reuters, la place prise par les plateformes comme Twitter, Facebook ou [Instagram](#) dans l'accès à l'information est toutefois assez variable d'une région à l'autre. D'après cette étude réalisée dans 46 pays, il semblerait que les internautes africains sont les plus enclins à se tourner vers les réseaux sociaux pour s'informer. Ainsi, environ trois quarts des [utilisateurs d'Internet](#) au Nigeria, au Kenya et en Afrique du Sud déclaraient les utiliser comme source d'information en 2021. Le taux d'utilisation est également particulièrement élevé (60 % et plus) dans certains pays d'Asie (Philippines, Malaisie), d'Amérique latine (Brésil, Mexique) et d'Europe de l'Est (Pologne, Bulgarie). À l'inverse, la [France](#) (38 %) fait partie, avec l'Allemagne et le Japon, des pays où les internautes sont les moins enclins à s'informer via ce type de canaux.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Quels sont les affichages obligatoires en entreprise ?

Ecrit par le 12 avril 2025



L'employeur doit respecter le droit à l'information des salariés sur leur lieu de travail. Ces informations concernent de nombreux domaines (égalité femmes-hommes, discrimination, règlement intérieur par exemple). Il doit afficher certaines informations dans des lieux facilement accessibles. L'employeur peut communiquer d'autres informations par tout moyen (site intranet de l'entreprise par exemple). Ces obligations peuvent varier en fonction de l'effectif de l'entreprise. En cas de manquement à cette obligation d'information, l'employeur risque une sanction pénale en cas de contrôle.

Affichages obligatoires pour toutes les entreprises

Quelle que soit la taille de votre entreprise et le nombre de salariés que vous employez, vous êtes tenu d'afficher dans les locaux de votre entreprise, les informations suivantes :

- les coordonnées (adresse et numéro de téléphone) de l'inspection du travail ainsi que le nom de l'inspecteur compétent (1) ;
- les coordonnées (adresse et numéro de téléphone) du médecin du travail ou du service de santé au travail compétent pour l'établissement (1) ;

Ecrit par le 12 avril 2025

- les coordonnées (adresse et numéro de téléphone) des services de secours d'urgence (1) ;
- le panneau de l'interdiction de fumer et de vapoter (2) ;
- les horaires collectifs de travail : ils sont affichés en caractères lisibles et apposés de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels ils s'appliquent(3).
- les modalités d'accès au document unique d'évaluation des risques professionnels (5) ;
- les panneaux pour l'affichage des communications syndicales et ce pour chaque section syndicale présente dans l'entreprise (6).

Informations par tout moyen pour toutes les entreprises

L'obligation d'affichage est parfois remplacée par une simple obligation d'information par tout moyen (par exemple, via l'intranet de l'entreprise ou la diffusion d'une note de service). Peuvent faire l'objet d'une information par tout moyen :

- les articles 225-1 à 225-4 du Code pénal prohibant et sanctionnant toute discrimination (7) ;
- les obligations relatives au harcèlement : vous êtes tenu d'informer les salariés, par tout moyen, des dispositions légales relatives au harcèlement sexuel et au harcèlement moral, dans les lieux de travail ainsi que dans les locaux ou à la porte des locaux où se fait l'embauche, ainsi que des actions contentieuses civiles et pénales ouvertes en matière de harcèlement sexuel et des coordonnées des autorités et services compétents (8) ;
- l'avis comportant l'intitulé des conventions et accords applicables à l'entreprise : il mentionne l'intitulé des conventions et des accords applicables et précise l'endroit où les textes sont tenus à la disposition des salariés ainsi que les modalités leur permettant de les consulter pendant leur temps de présence (9) ;
- les textes relatifs à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes (10) ;
- l'ordre des départs en congés : il doit indiquer la période ordinaire des congés payés ainsi que l'ordre dans lequel les salariés partent en vacances et ce, 1 mois avant le début des congés (11).
- les jours et heures de repos collectifs lorsque l'ensemble du personnel sans exception, ne bénéficie pas d'une journée de repos hebdomadaire le dimanche (12).

Affichages et informations obligatoires en raison de la taille de l'entreprise

En fonction de l'effectif de l'entreprise, l'employeur doit informer son personnel de certains éléments. Les obligations dépendent du nombre de salariés : jusqu'à 10 salariés, de 11 à 49 salariés, à partir de 50 salariés. Tableau complet accessible en [cliquant ici](#).

Références :

(1) [Article D4711-1](#) du Code du travail

(2) Articles [R3512-2](#) et suivants et [R3513-3](#) du Code de la santé publique

(3) Article [D3171-2](#) du Code du travail

(4) Articles [D3171-3](#) et [D3171-4](#) du Code du travail

Ecrit par le 12 avril 2025

- (5) Articles [R4121-1](#) à [R4121-4](#) du Code du travail
- (6) Article [L2142-3](#) du Code du travail
- (7) Article [L1142-6](#) du Code du travail
- (8) Articles [L1152-4](#), [L1153-5](#), [D1151-1](#), L1153-5-1 et L2314-1 du Code du travail
- (9) Articles [R2262-1](#) à R2262-3 du Code du travail
- (10) Article [R3221-2](#) du Code du travail
- (11) Article [D3141-6](#) du Code du travail
- (12) Article [R3172-1](#) du Code du travail

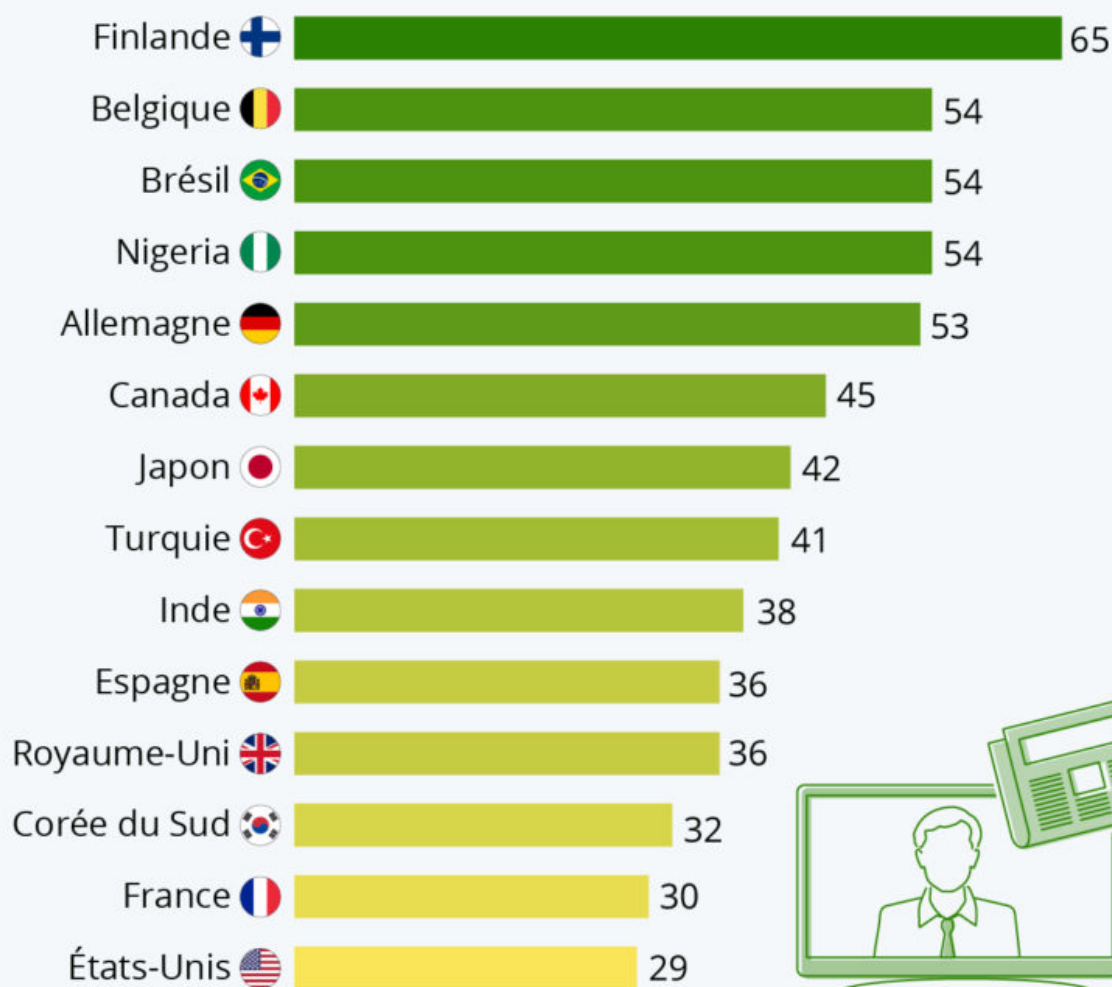
L.M.

La confiance envers les médias à travers le monde

Écrit par le 12 avril 2025

La confiance envers les médias à travers le monde

Part des répondants estimant que les "informations des médias sont fiables la plupart du temps" en 2021 (en %)



Base : 2 000 répondants par pays. Sélection de pays.

Source : Reuters Institute Digital News Report



statista

Ecrit par le 12 avril 2025

L'Institut Reuters pour l'étude du journalisme a récemment publié son [rapport annuel](#) sur l'information numérique. Ce dernier a interrogé plus de 90 000 personnes dans 46 pays sur une série de sujets liés à l'actualité en ligne : allant de l'impact de la pandémie sur la consommation à l'évolution des modèles économiques payants, en passant par la confiance et la désinformation. En ce qui concerne ce dernier point, l'étude a révélé un sursaut de confiance envers les médias dans la plupart des pays étudiés au cours de l'année écoulée.

C'est en Finlande que l'on trouve le plus de personnes affirmant faire la plupart du temps confiance aux informations, soit 65 % des répondants, en hausse de neuf points depuis la dernière édition du rapport. Les États-Unis n'ont quant à eux guère progressé et se retrouvent en queue de peloton avec seulement 29 % de personnes estimant que la plupart des informations relayées par les médias sont fiables. La France fait à peine mieux (30 %) et partage l'avant-dernière place avec la Slovaquie et la Hongrie. Mais le niveau de confiance des Français, qui s'était fortement dégradé [à la suite de la crise des gilets jaunes](#), observe toutefois un rebond de sept points cette année.

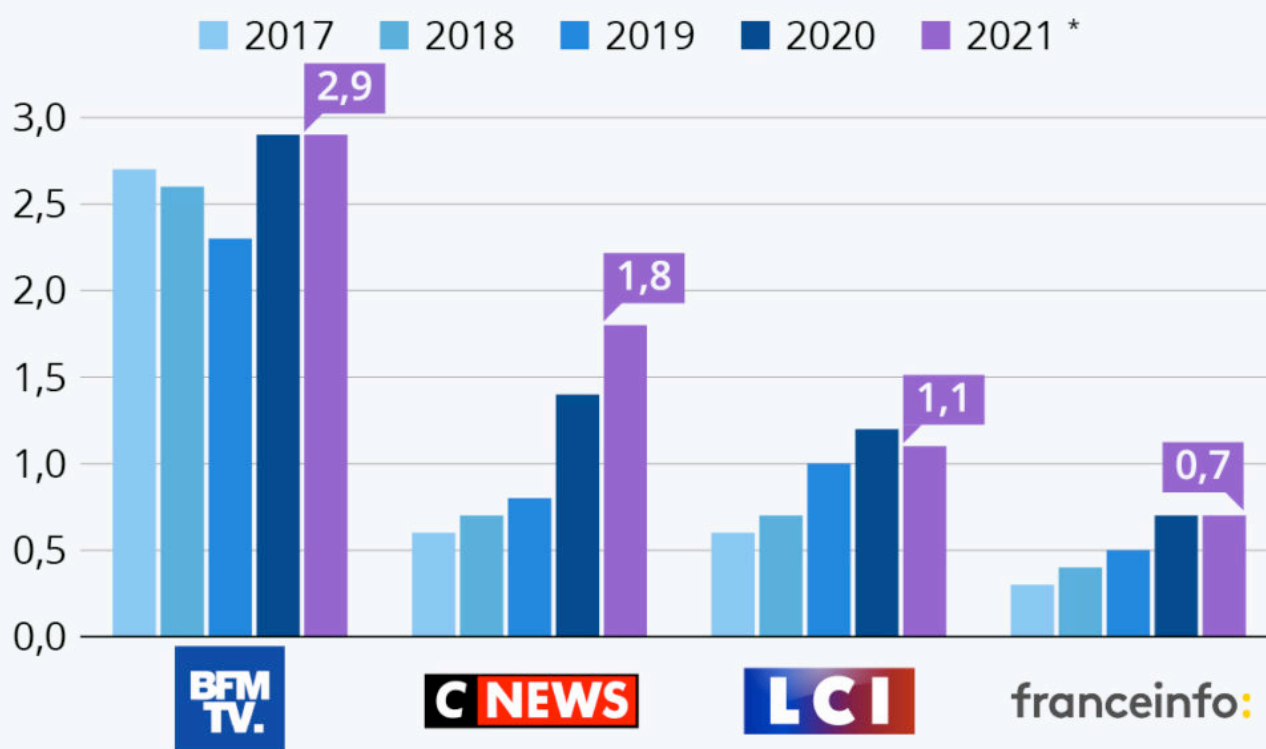
Les auteurs de l'étude indiquent que ce regain de confiance constaté dans de nombreux pays pourrait être dû à la couverture médiatique du Covid-19, qui a donné plus de place aux « informations factuelles », tout en reléguant au second rang « les informations politiques plus partisans ».

La bataille des chaînes d'information en continu

Ecrit par le 12 avril 2025

La bataille des chaînes d'info

Part d'audience globale des chaînes d'information en continu en France depuis 2017, en %



* audience d'avril 2021.

Source : Médiamétrie




L'actualité particulièrement mouvementée depuis plus d'un an en raison de la pandémie a eu un impact sur l'audience des [chaînes TV d'information en continu](#). Comme le montre notre graphique qui retrace l'évolution des parts d'audience des chaînes françaises, BFMTV a enregistré une hausse significative de téléspectateurs en 2020, alors qu'elle était en perte de vitesse les années précédentes. La chaîne maintient ainsi sa position de leader sur ce segment en France, avec une part globale actuellement

Écrit par le 12 avril 2025

estimée à 2,9 % selon les dernières données publiées par [Médiamétrie](#).

Mais derrière la filiale du groupe Altice, la bataille fait rage. Forte des succès d'audience de ses émissions qui font la part belle aux débats polémiques, CNews s'est hissée à la seconde place devant LCI en 2020 et poursuit son ascension. Au mois d'avril, la part d'audience de la chaîne d'info détenue par le groupe Canal+ atteignait 1,8 %, soit une hausse de 0,4 points par rapport à 2020. L'audience de LCI et de France Info, en progression constante depuis 2017, semble quant à elle se stabiliser cette année. Ces deux chaînes ferment la marche avec des parts respectives estimées à 1,1 % et 0,7 % au mois d'avril.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)